

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 10/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur



ETABLISSEMENTS PAPREC - ECHALIER

site de Clermont-Fd

Références : 20230504-RAP-63-0595-Inspection-paprec V3.odt
Code AIOT : 0005600317

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement ETABLISSEMENTS **PAPREC** ECHALIER implanté 25 rue Newton Z.I. du Brézet 63000 Clermont-Ferrand. L'inspection a été annoncée le 31/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des travaux de reconstruction du bâtiment sinistré et de l'instruction du dossier PAC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETABLISSEMENTS ECHALIER
- 25 rue Newton Z.I. du Brézet 63000 Clermont-Ferrand
- Code AIOT : 0005600317
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ECHALIER exploite une installation de tri et de transit de déchets non dangereux : DIB, verres, corps plats (papiers, cartons,...), corps creux (emballages plastiques, métal, aluminium, etc.). Elle bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 23/02/2007 qui a été complété les 23/03/2012, 19/06/2014 et 12/10/2018. Elle relève du seuil enregistrement pour les rubriques 2713 et 2714.

Pour rappel, le site inspecté a subi un incendie en date du 11/09/2021, qui a endommagé le bâtiment D.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la reconstruction du bâtiment
- l'instruction du dossier PAC sur les évolutions apportées lors des travaux de reconstruction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	État des matières stockées – Cas général	Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 1.1 et Arrêté Ministériel du 06/06/18 article 4	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.3	/	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.4	/	Sans objet
4	Maintenance et test	Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 7.4.2	/	Sans objet
5	formation du personnel et équipe d'intervention	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.4	/	Sans objet
6	Isolement des eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6-6-8	/	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6-3-7	/	Sans objet
8	bâtiment D « sinistré »	Autre du 11/09/2011	/	Sans objet
9	dossier PAC Modifications	Autre du 23/05/2002	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra transmettre les éléments suivants :

- l'état des stocks de déchets présents sous 15 jours (mettre en place une organisation qui permette d'avoir une estimation du stock de déchets en temps réel)
- une notice complémentaire explicative concernant l'augmentation demandée au titre de la rubrique 2714 sous un délai d'un mois,
- la solution de rétention retenue pour le dispositif de rétention des eaux d'incendie sous un délai

d'un mois et une proposition d'échéancier ferme de réalisation,

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des matières stockées – Cas général

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/03/2012, article 1.1 et Arrêté Ministériel du 06/06/18, article IV
Thème(s) : Risques accidentels, état des stocks de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 2714 : 1 : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent dans l'installation : 8780 m ³ Rubrique 2715 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre : 1200m ³ Rubrique 2791-1 : Installation de traitement de déchets non dangereux la quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10t/jour : 154t/jour
Constats : Le jour de l'inspection, il n'est pas constaté de surstock en première estimation, notamment ce qui concerne les balles de papier et carton. L'exploitant devra transmettre à la DREAL un état des stocks présents sur site sous un délai de 15 jours. Pour rappel, l'article IV. Entreposage des déchets de l'Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2714, précise : "L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.)" Par conséquent, l'exploitant doit être en capacité de donner une estimation du stock de déchets présents sur site en temps réel. Il s'agit donc d'une non-conformité.
Observations : transmettre l'état des stocks sous 15 jours
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : AP d'autorisation du 23/02/2007, article 6.6.3 Les bâtiments sont équipés de systèmes de détection incendie (détection de flammes ou de fumées).
Constats : Tous les bâtiments de stockage de déchets sont ou vont être équipés d'une détection incendie avec report d'alarme sonore dans les bureaux et bascule sur le téléphone du personnel d'astreinte. Pour compléter, l'exploitant a fait installer un système de surveillance caméras vidéo et thermiques IR sur les zones de process et stockage des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : AP d'autorisation du 23/02/2007, article 6.6.4 + AM 6/06/2018, article 9 L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et à minima les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• des extincteurs et de RIA protégés du gel répartis dans l'établissement [...],• d'un ou plusieurs appareils incendie publics ou privés dont un implanté à 200 mètres [...],• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,• un réseau d'eau public ou privé alimentant des bouches ou des poteaux d'incendie de 100 mm de diamètre, d'un modèle incongelable et comportant des raccords normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à l'alimentation des robinets d'incendie armés et à l'alimentation, à raison de 60 m3/h chacun, des poteaux ou bouches d'incendie L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- au moins 160 extincteurs- 20 RIA (ajout de 13)- 2 canons à eau (5 scénarios d'intervention suivant le zonage, bâtiment déchargement déchets ménagers)- 3 poteaux incendie domaine public + 1 interne au site L'exploitant a communiqué l'attestation établie par Clermont Communauté de fonctionnement simultané des prises d'eau en date du 15 décembre 2022 (Les PI 931, 567, 932 et le branchement AEP Avenue Jean Mermoz peuvent fonctionner et délivrer simultanément chacun 60m3/h, ce qui fait un total de 240 m3/h). <ul style="list-style-type: none">- système de sprinklage (dispositif aussi prévu sur le bâtiment en construction)- système de surveillance par caméras thermiques et vidéo
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Maintenance et test

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2017, article 7.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, vérifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 6.4.2. Vérifications périodiques Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des substances et préparations dangereuses ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité. L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous : <ul style="list-style-type: none">- Extincteur et RIA : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle- Système d'extinction automatique à eau (sprinkler) : : Fréquence minimale de contrôle : Semestrielle- Installation de détection incendie : Fréquence minimale de contrôle : Semestrielle- Installations de désenfumage : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle- Portes coupe-feu : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle
Constats : le tableau des vérifications est présenté en séance et a été transmis aux services de l'inspection par mail daté du 3 mai 2023. <ul style="list-style-type: none">- extincteurs contrôlés par Chubb le 7/10/2022- RIA contrôlés par ITEX le 11/09/2022- système de sprinklage : vérification hebdomadaire par l'entreprise qui assure le suivi (AAI/ITEX) et vérification semestrielle par Maechling- porte coupe feu : vérifications par Chubb le 7/10/2022
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : formation du personnel et équipe d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Action Coup de Poing
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : AP d'autorisation du 23/02/2007, article 6.6.4 L'exploitant doit constituer et former une équipe de première intervention qui est opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture de l'exploitation.
Constats : L'équipe de première intervention est constituée de personnels du site formés grâce à des exercices réguliers. La dernière simulation date de fin décembre 2022. L'exploitant a programmé un prochain exercice le 16 mai 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Isolement des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6-6-8
Thème(s) : Risques accidentels, dispositif
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 6.6.8 de l'arrêté du 23/02/2007 Eaux d'extinction Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
Constats : Dans le cadre des travaux de reconstruction du bâtiment, le dimensionnement du système d'isolement des eaux d'un éventuel incendie a été estimé à un besoin d'environ 1300 m3 (sur 2 heures minimum) Les solutions techniques en cours de validation sont : - Une cuve en remplacement du bassin aérien de 950m3 initialement prévu, - Une fosse de 360m3 dans le bâtiment, - les canalisations d'eaux pluviales 58m3. L'exploitant devra garantir que le système fonctionne même en cas de coupure de l'alimentation électrique du site (voir l'observation mentionnée dans l'avis du SDIS). L'exploitant devra confirmer les solutions ou dispositifs retenus pour assurer la fonction de rétention, sous 1 mois notamment des caractéristiques de la rétention de 950m3 (cuve ou bassin).
Observations : L'exploitant devra confirmer les solutions ou dispositifs retenus pour assurer la fonction de rétention, sous 1 mois notamment des caractéristiques de la rétention de 950m3 (cuve ou bassin) et proposer un échéancier ferme de réalisation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/02/2007, article 6-3-7
Thème(s) : Risques accidentels, vérifications
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 6.3.7 - Vérifications périodiques. Les installations électriques, les engins de manutention et les matériels de sécurité et de secours, doivent être entretenus en bon état et contrôlés après leur installation ou leur modification puis tous les ans au moins par une personne compétente.
Constats : Le dernier contrôle a été réalisé par DEKRA le 4 janvier 2023. Le devis établi par un électricien pour lever les observations a été consulté en séance. L'intervention est programmée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : bâtiment D « sinistré »

Référence réglementaire : Autre du 11/09/2011
Thème(s) : Risques accidentels, travaux de reconstruction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : reconstruction du bâtiment sinistré
<p>Constats : les travaux sont en cours, au niveau de la réalisation des murs coupe-feu.</p> <p>Le planning prévisionnel du chantier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - travaux de démolition : janvier 2023 - mise en place d'un sarcophage - réalisation des murs coupe-feu - pose de la charpente : mai et juin 2023 - début août : arrêt de production durant 3 semaines - fin août : réception du chantier et reprise d'activité <p>Durant la période d'arrêt, les déchets seront traités par une autre unité du site PAPREC à Chassieu. Selon l'exploitant, cette mesure transitoire a été anticipée et cet exutoire a déjà sollicité en septembre 2021.</p> <p>Observations : l'exploitant devra faire une information préalable auprès de la Préfecture du Rhône sur le transfert des déchets sur l'unité de Chassieu. Cette solution temporaire pourra être effective après l'accord préalable des services de la Préfecture du Rhône.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : dossier PAC Modifications

Référence réglementaire : Autre du 23/05/2002
Thème(s) : Risques accidentels, dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Instruction dossier
<p>Constats : Les modifications portent sur les travaux et améliorations envisagés suite à l'incendie du 11 septembre 2021 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les travaux de reconstruction suite à l'incendie du 11 septembre 2021 ; - La construction d'un « bassin » de rétention des eaux d'extinction incendie ; - La modernisation de la chaîne de tri ; - L'ajout de moyens de lutte contre l'incendie suite à l'incendie du 11 septembre 2021. - L'actualisation des rubriques et demande d'augmentation au titre de la rubrique 2714 Volet sécurité incendie. - mise en place du système de désenfumage sur l'ensemble bâti ; - extension du système d'extinction automatique (sprinklage) au niveau du bâtiment à reconstruire et au niveau du process : transmettre le descriptif technique du sprinklage (existant et celui du bâtiment en cours de reconstruction). Par mail daté du 3 mai, l'exploitant a transmis les plans de zonage du sprinklage. - mise en place de RIA dans le bâtiment à reconstruire ; - ajout d'extincteurs sur l'ensemble du site ; - ajout de caméras thermiques : le plan et maillage des caméras thermiques a été communiqué en date du 3 mai 2023. <p>Volet dispositif de rétention voir constat n°6 « isolement des eaux d'un éventuel sinistre » : L'exploitant doit communiquer la solution technique retenue.</p>

<p>Le SDIS a été consulté et a émis des observations en date du 10 juillet 2022. Par courrier daté du 9 septembre 2022, l'exploitant a transmis des éléments de réponse. Le plan regroupant les trois emplacements de mise en place d'un moyen élévateur aérien « voie échelle » a été transmis. Le justificatif de fonctionnement simultané des prises d'eau a été envoyé en date du 15 décembre 2022.</p> <p>L'exploitant devra préciser le volet concernant l'augmentation souhaitée au titre de la rubrique 2714. Les attendus sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - notice complémentaire explicative concernant l'augmentation de 980m3 à fournir aux services de l'inspection.
<p>Observations : les compléments à fournir aux services de l'inspection sous un mois sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une notice complémentaire explicative concernant l'augmentation demandée au titre de la rubrique 2714
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>